

## Forte participation au 6<sup>e</sup> Forum annuel de recherche du COMESA



Les délégués au 6<sup>e</sup> Forum annuel de recherche du COMESA

Le 6<sup>e</sup> Forum annuel de recherche du COMESA qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya du 2 au 6 septembre 2019, a rassemblé près de 100 délégués dont des universitaires, des spécialistes du commerce des secteurs public et privé, des groupes de réflexion et des innovateurs dans les domaines de la science et des technologies.

Ce forum d'une semaine a servi de tribune aux participants pour partager les connaissances et débattre d'un certain nombre de questions empiriques relatives à la promotion du commerce intra-COMESA grâce à l'innovation. Des chercheurs des quatre coins de la région ont présenté treize rapports de recherche lors de ce Forum qui avait pour thème : « Promouvoir le commerce intra-COMESA par le biais de l'innovation ».

En outre, cinq nouveaux produits innovants sur la science et les technologies ont été présentés au forum.

Le principal objectif de cet événement était de fournir des données probantes de haute qualité issues de la recherche

pour éclairer l'élaboration des politiques dans la Région. M. Kipyego Cheluget, Secrétaire général adjoint du COMESA, a fait savoir aux chercheurs que les résultats du forum de recherche étaient très attendus.

« Les États membres reconnaissent tous l'importance de l'analyse des politiques et plusieurs d'entre eux ont mis en œuvre les recommandations stratégiques formulées dans divers documents présentés lors des précédents forums de recherche », a-t-il déclaré. « Une prise de décision efficace requiert de sages conseils, et cela dépend d'une utilisation éclairée des données probantes, aussi bien pour élaborer une politique que pour évaluer les effets de sa mise en œuvre. »

Par ailleurs, il a déclaré que les activités de renforcement des capacités en matière de recherche et de formation menées par le COMESA visaient à renforcer non seulement les capacités du Secrétariat du COMESA, mais également les capacités des États Membres en matière de recherche et d'analyse des politiques économiques et commerciales,

ainsi que de négociations commerciales.

Dans son allocution d'ouverture, M. Chris Kiptoo, Secrétaire principal du ministère de l'Industrie, du Commerce et des Coopératives du Kenya a déclaré que le meilleur moyen d'améliorer la productivité était d'innover davantage, notamment par le développement des produits, services et processus nouveaux ou améliorés.

« Les organisations qui réussissent à innover peuvent améliorer leur compétitivité et se positionner en vue de leur croissance », a déclaré M. Kiptoo dans une allocution lue par Mme Fauzia Shauri, Directrice de l'Administration.

Il a fait remarquer que les pays et les régions dont les activités d'innovation sont soutenues affichent de forts taux de productivité, de croissance économique et de création d'emplois, ainsi que d'importantes recettes pour soutenir les dépenses afférentes aux priorités publiques fondamentales telles que la santé, l'éducation et les infrastructures.

suite page 2

« Je vous exhorte à centrer vos discussions sur des questions étayées par des données factuelles qui nous permettraient de profiter des avantages commerciaux associés à l'innovation en vue de la croissance économique et du développement de notre population. La règle d'or veut que nous pensions à la postérité au lieu de nous laisser guider par des défis et des gains à court terme. »

M. George Njenga, doyen de la Business School à la Strathmore University de Nairobi, a souligné la nécessité d'appliquer les nombreux résultats de recherche de grande qualité des chercheurs africains, affirmant que 'les activités de recherche de nos institutions n'ont jamais été commercialisées.

Il a recommandé la création de centres de données et d'expositions pour les petites et moyennes entreprises de la région COMESA afin de promouvoir la commercialisation de produits innovants.

Les anciens lauréats du Prix de l'Innovation du COMESA ont été invités



Amb. Kipyego Cheluget s'adressant aux participants du Forum

à parler de leurs réussites. Il s'agit notamment de M. Amr Helal, inventeur égyptien de la technologie qui permet de transformer le son de riz de produit résiduel en nutraceutique, puis en

aliment fonctionnel. Jacob Maina, cofondateur de la société AfriCarTrack International, a, quant à lui, mis au point le logiciel InTouch pour la prévention des accidents de la route et de la criminalité.

## Le Roi Mswati se félicite de la présence du COMESA à la Foire commerciale d'Eswatini



Sa Majesté le Roi Mswati III reçu par Daniel Banda, un cadre du Secrétariat du COMESA, au stand de l'Organisation

Le Roi Mswati III a présidé, le 29 août, à l'ouverture officielle de la 51<sup>e</sup> Foire commerciale internationale d'Eswatini, qui s'est tenue au Mavuso Trade Center, à Manzini, pour une durée de 10 jours. Le roi s'est réjoui de la participation du Secrétariat du COMESA à la Foire et il a visité le stand d'information du COMESA alors qu'il faisait le tour de l'exposition.

Il a reconnu que la participation du COMESA au salon offrait aux milieux d'affaires d'Eswatini et aux investisseurs potentiels l'opportunité de comprendre les règles qui régissent les investissements dans l'espace COMESA.

Il a par ailleurs déclaré que « les informations fournies au stand correspondent au thème de la Foire

commerciale d'Eswatini et permettront aux nombreux investisseurs potentiels de prendre des décisions éclairées ».

Le thème de la foire est « Eswatini est ouvert aux affaires » et cet événement se déroule du 30 août au 9 septembre 2019. Le Secrétariat du COMESA a ouvert un stand d'information sur le site de la foire afin de partager des

informations avec les parties prenantes sur la mise en œuvre des programmes de l'Organisation et de recevoir directement leurs commentaires. Il s'agit principalement des opérateurs économiques, des investisseurs, des étudiants et des chercheurs.

Le projet 50 Millions de femmes africaines ont la parole (50MFAP), un nouveau projet de la Division Genre et Affaires sociales du COMESA, est également représenté à la foire commerciale afin de se faire connaître aux habitants d'Eswatini et aux exposants internationaux.



Daniel Banda, un cadre du COMESA (G) s'entretenant avec un visiteur au stand du COMESA



## Démarrage du programme de l'Université virtuelle du COMESA

Le lancement d'un programme virtuel de Masters à l'Université Kenyatta du Kenya, marque la première étape vers la création de l'Université d'intégration régionale du COMESA.

Le programme de Masters en intégration régionale (MRI) est destiné aux fonctionnaires des départements en charge du commerce, de l'intégration et de la coopération; aux étudiants qui souhaitent devenir agents commerciaux, analystes des politiques commerciales, conseillers, chercheurs, attachés commerciaux et praticiens du commerce dans le secteur privé, entre autres.

L'Université Kenyatta a été choisie pour accueillir le programme en raison de ses installations avancées d'apprentissage en ligne. Elle collaborera avec 22 autres universités d'autres États membres du COMESA, qui ont participé à la conception du projet.

Le COMESA a également obtenu de l'Union européenne un montant de 60 000 EUR de bourses annuelles pour le programme, par le biais du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (Groupe ACP) dans le cadre du programme de renforcement des capacités TradeCom II. Lors de son intervention au 6e Forum annuel de recherche du COMESA qui s'est tenu à Nairobi et s'est achevé le vendredi 6 septembre 2019, M. Samuel Muthoga, chef du Département d'Économie appliquée de l'Université Kenyatta, a déclaré que le lancement du programme faisait suite à l'approbation



Prof Nelson Wawire de l'Université Kenyatta intervenant au 6e Forum annuel de recherche du COMESA

de la Commission de l'enseignement supérieur du Kenya.

« Le programme MRI sera dispensé au cours du premier semestre de l'année académique 2019-2020 en collaboration avec l'Ecole d'apprentissage virtuel et ouvert de l'Université Kenyatta. À ce jour, environ 30 étudiants ont postulé pour le programme », a déclaré M. Muthoga.

M. Benedict Musengele, Chercheur senior au COMESA, a fait savoir aux délégués qu'outre l'Université Kenyatta, le COMESA a signé un mémorandum d'accord avec l'Université de Maurice, l'Université ouverte de Maurice, l'Institut supérieur de gestion des entreprises (ISGE) du Burundi, et l'Université du Zimbabwe, afin que ces institutions commencent à proposer le programme.

L'Université Kenyatta a annoncé l'ouverture du programme en septembre 2019. L'Université ouverte de Maurice et l'Université de Maurice annoncent l'ouverture du programme pour le mois de janvier, tandis que l'Université de Zambie est sur le point de signer le mémorandum d'accord (Médac).

M. Musengele a expliqué que « le programme d'une durée de deux ans comprend des cours et la rédaction d'un mémoire. Il s'agit de 10 cours obligatoires et cinq cours au choix. Les examens se dérouleront sur les campus de l'Université Kenyatta, dans les ambassades et les services du Secrétariat du COMESA ».

Le lancement de l'Université virtuelle du

COMESA a été approuvé en octobre 2016 lors du 19e Sommet des chefs d'État du COMESA qui s'est tenu à Madagascar. L'objectif est d'inculquer la dimension intégration régionale dans l'apprentissage dispensé dans les établissements d'enseignement supérieur. Ensuite, le Médac a été élaboré pour fournir un cadre de collaboration avec les universités participantes.

Le professeur Nelson Wawire, qui a coordonné le lancement du programme à l'Université Kenyatta, a déclaré que les préparatifs sont en cours entre le Secrétariat du COMESA et l'Université Kenyatta en vue du lancement officiel du programme.

La création du programme de Masters vise à renforcer les capacités des

États membres à trouver une solution à la lente évolution de l'intégration régionale au sein de la région COMESA. Ce programme traitera de l'incapacité des pays membres à appliquer les nombreux protocoles, décisions et lois en raison du manque manifeste de capital institutionnel et humain et de mécanismes de soutien connexes.

## Le COMESA et le Japon vont collaborer dans le cadre des initiatives approuvées au sommet de la TICAD VII

Dans le cadre du renforcement du partenariat entre le COMESA et le Japon, la Secrétaire générale du COMESA, Chileshe Kapwepwe, a participé au sommet de la TICAD VII qui s'est tenu du 28 au 30 août 2019 à Yokohama, au Japon.

La TICAD VII a été organisée conjointement par le gouvernement japonais, l'Union africaine, le Programme des Nations unies pour le développement et le Groupe de la Banque mondiale sur le thème « Faire progresser le développement de l'Afrique à travers les personnes, la technologie et l'innovation ». Le sommet a réuni 42 chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et des acteurs du secteur privé d'Afrique et du Japon.

Le sommet a produit une déclaration et un plan d'action axés sur l'aide du Japon au développement de l'Afrique par l'accélération de la transformation et l'amélioration de l'environnement des affaires, la consolidation d'une société durable et résiliente et de la paix et de la stabilité.

En marge de la TICAD VII, la Secrétaire générale s'est entretenue avec M. Masahisa Sato, Ministre d'État japonais en charge des Affaires étrangères. Ils ont discuté des éventuels domaines de coopération entre le Japon et le COMESA, notamment l'industrialisation, le développement des infrastructures et l'utilisation des TIC aux frontières, afin de minimiser les contacts physiques avec les clients et de réduire le temps passé aux frontières.

« Le gouvernement du Japon est prêt à offrir son aide en matière de formation des ressources humaines et de transfert de technologie », a déclaré le ministre, tout en ajoutant que la TICAD VII incitait les entreprises japonaises à investir en Afrique, ce qui constitue un moyen plus durable de soutenir le continent ».

.....  
**« Le gouvernement du Japon est prêt à offrir son aide en matière de formation des ressources humaines et de transfert de technologie », a déclaré le Ministre.**

Les deux dirigeants conviennent de la nécessité de renforcer les relations techniques entre le gouvernement du Japon et le Secrétariat du COMESA, afin d'identifier les domaines spécifiques dans lesquels ce dernier peut bénéficier des initiatives approuvées par le sommet de la TICAD VII.

Le Ministre Sato a félicité le COMESA à l'occasion de son 25e anniversaire, qui se célèbre cette année, et pour sa contribution au développement de l'Afrique et à l'intégration du continent africain.

Le COMESA a joué un rôle crucial dans le processus de négociation de la Zone de libre-échange continentale grâce au travail réalisé dans le cadre de l'Accord sur la Zone de libre-échange tripartite, a-t-il relevé.



## Élaborez des droits de la propriété intellectuelle moins rigoureux, recommandent les chercheurs aux décideurs de la Région



Forum de recherche en session

Les pays et les décideurs du COMESA doivent faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'instaurer des réglementations qui prônent des droits de propriété intellectuelle (DPI) rigoureux. Selon les conclusions de recherche présentées lors du 6e Forum annuel de recherche organisé par le COMESA à Nairobi, au Kenya, des DPI rigoureux peuvent nuire à la recherche qui favorise l'innovation dans les pays en développement.

La recherche menée par le professeur Albert Makochehanwa de la Faculté d'Économie de l'Université du Zimbabwe sur le thème « Droits de propriété intellectuelle, innovation et commerce dans les pays en développement : cas des pays du COMESA », a révélé que les pays de la région ne sont pas suffisamment motivés pour stimuler l'innovation.

Selon les recherches empiriques citées par le chercheur, les activités d'innovation sont principalement motivées par la possibilité d'accroître les bénéfices et la part de marché, la demande perçue de nouveaux produits et processus et les facteurs de « poussée technologique » liés aux progrès technologiques et scientifiques.

L'étude a examiné le rôle de la protection des droits de propriété intellectuelle dans les innovations, en s'inspirant du cas de 12 pays en développement du COMESA pour lesquels des données étaient

disponibles, pour la période 2012-2017. Il s'agit des pays suivant : Égypte, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Seychelles, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

En se basant sur cette étude, le professeur Makochehanwa a observé que les pays de la région n'atteignaient pas le seuil en matière de droits de propriété intellectuelle rigoureux, étant donné leur niveau de développement. Cet état de chose est dû au faible niveau de développement technologique, au coût élevé de la recherche et développement et à la compétitivité de l'économie sur le marché mondial.

Au cours des débats, les chercheurs du Forum ont observé que des économies développées, telles que le Japon et l'Allemagne, ont utilisé des droits de propriété intellectuelle souples ou flexibles lorsqu'elles se développaient après la Seconde Guerre mondiale et n'ont introduit des réglementations strictes qu'après avoir atteint des niveaux de développement supérieurs.

En réponse à cet exposé, M. Benedict Musengele, Chercheur senior au COMESA, a relevé ce qui suit : « Les économies en développement comptent beaucoup sur l'imitation et le transfert de technologies pour leurs innovations, leur croissance économique et leur développement, auxquels font obstacle des droits de propriété intellectuelle rigoureux. La

plupart des innovations dans les pays en développement proviennent des petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas les enregistrer ni acquérir des licences pour les droits de propriété intellectuelle, mais elles doivent être encouragées à se développer afin de se transformer en grandes entreprises ». En outre, des preuves empiriques révèlent que des activités économiques et une production manufacturière robustes stimulent l'innovation, tandis que des activités économiques dynamiques impliquent une certaine rentabilité, encourageant ainsi les entreprises à innover.

Par ailleurs, la stabilité politique incite les entreprises à s'engager facilement dans des activités de recherche et développement qui produisent de nouvelles idées, de nouveaux produits et processus, même à long terme, sans craindre une éventuelle expropriation ou perte en raison des risques potentiels liés aux enjeux politiques.

Les résultats ont révélé qu'une forte protection des droits de propriété intellectuelle dissuade, en général, les innovations ou produit un impact négatif sur ces dernières. Dans le cas du COMESA, ce constat prouve que les droits de propriété intellectuelle découragent l'innovation.

Ce document de recherche figurait parmi les 13 présentés au Forum de recherche d'une semaine qui avait pour thème « Promouvoir le commerce intra-COMESA par le biais de l'innovation », dont les implications seront présentées aux Organes directeurs du COMESA et éclaireront le processus décisionnel. En raison du niveau de développement des États membres, le chercheur a recommandé aux pays de la région et aux décideurs d'adopter en matière de DPI des règles souples, plutôt que strictes, dans le but d'encourager les activités d'innovation et de favoriser le développement économique des pays membres.

Le forum s'achève vendredi après les exposés des innovateurs dans les domaines de la science et la technologie des États membres du COMESA.

# De nouvelles innovations dévoilées au Forum de recherche du COMESA



Billy Munyenembe présente son innovation

Les éléments vedettes du 6e Forum annuel de recherche du COMESA qui s'est tenu à Nairobi du 2 au 6 septembre 2019 ont incontestablement été les nouveaux produits innovants qui offrent des solutions aux défis de l'heure. Ont été présentés cinq innovations transformatrices axées sur de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production et de nouvelles façons d'améliorer la technologie.

Il s'agissait du système d'alimentation BRIISP (BPS), un système d'alimentation qui maintient le courant électrique presque dans sa plage normale malgré son utilisation. L'innovation développée par Billy Munyenembe, un jeune étudiant zambien, a le potentiel d'accroître l'accès à l'énergie et de réduire les incohérences dans l'alimentation électrique.

Lors de son exposé au Forum, Billy a fait savoir que les graves pénuries d'électricité que connaissent les pays africains, en particulier son pays, la Zambie, où l'énergie électrique est rationnée jusqu'à six heures par jour, l'ont motivé pour trouver une solution à ce problème.

« L'énergie en quantité suffisante est essentielle pour répondre à la demande du marché local et éventuellement mondial, favoriser l'autonomisation des jeunes et la création massive d'emplois, ce qui contribuera également à la croissance économique et à l'éradication de la pauvreté en Zambie », a-t-il déclaré.

L'autre innovation présentée au Forum était African Gate (AFGT) de la société égyptienne Giza Moto. AFGT est une plate-forme commerciale destinée à créer de la valeur en échangeant des marchandises qui présentent un potentiel de réexportation vers de nouveaux marchés et en développant ainsi le commerce interafricain. L'AFGT servira de plate-forme interentreprises pour l'échange de biens et de produits à travers le commerce de contrepartie entre le hub et la succursale dans chaque pays. Le commerce de contrepartie est un mécanisme qui offre aux pays ayant un accès limité aux devises d'échanger des biens et des services avec d'autres pays.

Présentant l'innovation, M. Mohamed Gaber a déclaré que « le principal avantage du commerce de contrepartie est qu'il facilite la conservation des devises, considération primordiale pour les pays en situation financière difficile et constitue une alternative au financement traditionnel qui n'est pas toujours disponible dans les pays en développement ».

Parmi les autres innovations présentées, citons M-Flock, une application Internet qui offre aux agriculteurs un accès aux informations et aux services essentiels tels que les services vétérinaires, les institutions financières, les compagnies d'assurance et d'autres intervenants de la chaîne de valeur de l'élevage.

Présentant le système, M. Ancietos Mwansa de Zambie a décrit le produit comme une solution complète qui permet aux éleveurs de soutenir une production accrue et les relie aux acteurs essentiels de leur écosystème agricole.

A été en outre présenté un système de covoiturage dénommé « Twende » (« Allons-y ») mis au point par M. Ramah Madiba du Kenya. La plate-forme a été développée pour mettre en contact les automobilistes et les passagers qui se rendent dans une même direction. Le covoiturage permet de réduire les frais de déplacement, d'améliorer l'efficacité et de réduire collectivement l'empreinte carbone.

Une autre innovation a été présentée par un Zambien, M. Prince Malupande, de l'entreprise Innovative Africa 360. Cette innovation vise à créer un marché pour les innovations créatives développées par divers groupes de personnes et de jeunes entreprises en Afrique. Actuellement, la société fait la promotion d'une innovation dans la prévention du choléra, qui détecte et prévient les bactéries responsables de cette maladie.

# Deux groupements énergétiques régionaux vont être interconnectés d'ici 2022



Les participants à la réunion consultative de l'ARÉFOA

Le Groupement énergétique de l'Afrique orientale (EAPP) et le Groupement énergétique de l'Afrique australe (SAPP) sont en train d'étudier les modalités d'un partenariat et d'une interconnexion d'ici 2022 à l'effet de développer davantage le marché de l'électricité et d'améliorer l'alimentation de l'Afrique orientale et australe.

Cette information a été révélée lors d'une réunion consultative tenue le 3 septembre à Lusaka entre l'EAPP et le SAPP, appuyée par le Secrétariat du COMESA à travers le projet de l'Association régionale des régulateurs de l'énergie électrique de l'Afrique orientale et australe (ARÉFOA).

En prévision de cette avancée majeure, la Banque mondiale a financé une étude sur l'impact potentiel de l'interconnexion des deux groupements énergétiques. Il en est ressorti que les deux groupements doivent obtenir un mandat de haut niveau des trois Communautés économiques régionales (CER), à savoir le COMESA, l'EAC et la SADC, leur permettant d'appliquer et d'harmoniser leurs cadres techniques, commerciaux, juridiques et réglementaires en vue de la commercialisation de l'énergie.

Prenant la parole, M. Jean Baptiste Mutabazi, Directeur des Infrastructures du COMESA, a félicité les deux groupements énergétiques pour leur coopération qui ne cesse de consolider l'intégration régionale.

Il a souligné l'importance des cadres de coopération existants dans la région, notamment l'Accord tripartite COMESA-EAC-SADC ainsi que le Médac EAPP-SAPP, autant d'outils permettant de faciliter la coopération régionale. En outre, il a déclaré que l'infrastructure physique du secteur de l'énergie et en particulier du sous-secteur de l'électricité, doit être soutenue par une infrastructure légère afin de créer un environnement plus favorable.

Au cours de la réunion de consultation qui a duré une journée, l'EAPP et le SAPP ont présenté un exposé commun sur l'étude d'interconnexion, achevée en novembre 2018 et approuvée par ces deux groupements énergétiques. Les recommandations de cette étude seront présentées aux organes directeurs compétents des blocs régionaux.

Les participants ont convenu qu'un mémorandum d'accord entre les CER devrait être élaboré et examiné. Ainsi,

les deux groupements énergétiques pourront conclure les arrangements et les accords nécessaires, à l'effet de coopérer, d'assurer conjointement le bon fonctionnement de l'interconnexion et de faciliter le commerce de l'électricité entre les deux régions.

A travers le projet ESREM de renforcement de l'énergie durable dans la région Afrique orientale-Afrique australe-océan Indien (AO-AA-OI) financé par l'Union européenne, l'ARÉFOA devrait contribuer à l'élaboration du mémorandum d'accord.

La réunion de Lusaka a regroupé les représentants du COMESA, de l'EAC, de la SADC, de l'EAPP et du SAPP. Des organismes de régulation régionaux tels que l'Association des régulateurs de l'énergie électrique de l'Afrique de l'Est (EREA), l'office de réglementation indépendant (IRB) du Groupement énergétique de l'Afrique orientale, l'ARÉFOA et l'Association régionale des régulateurs de l'énergie électrique de l'Afrique australe (RERA), y ont également pris part.

# Le COMESA pleure son père fondateur, le président Robert Mugabe



Président Robert Mugabe

**Lusaka, vendredi 6 septembre 2019 :** Le Secrétariat du COMESA a appris avec tristesse le décès de l'un de ses pères fondateurs, l'ancien président de la République du Zimbabwe, Son Excellence M. Robert Gabriel Mugabe.

Le président Mugabe âgé de 95 ans recevait des soins médicaux à Singapour, jusqu'à son décès survenu tôt le vendredi 6 septembre.

L'ancien chef d'État appartenait à la première génération de panafricanistes. Il s'est dressé fermement contre les forces impérialistes et a défendu tous les Africains.

Il a joué un rôle déterminant dans la libération de l'Afrique et a contribué à la création d'organisations économiques régionales telles que le COMESA et la Communauté de développement de

l'Afrique australe (SADC) ; par ailleurs, il a joué un rôle clé dans la croissance de l'organisme continental qu'est l'Union africaine.

Le COMESA gardera de lui le souvenir d'un dirigeant intrépide qui a activement participé aux différents sommets de chefs d'État et contribué à orienter l'intégration régionale. Le président Mugabe a particulièrement veillé à ce que son pays reste un fervent partisan de l'intégration régionale, dont le COMESA est le fer de lance.



## L'Agenda du COMESA

Activité	Date	Lieu
Réunion inaugurale du comité de pilotage du Projet pour le programme de facilitation du commerce et du petit commerce transfrontière du COMESA financé par le FED	30 September – 02 October 2019	Lusaka
Le 6e Forum annuel de recherche du COMESA	2 – 6 septembre 2019	Nairobi
Réunions Commerce et Douane	14 – 25 octobre 2019	Livingstone
Retraite pour les Institutions du COMESA	24 novembre 2019	Lusaka
Comité intergouvernemental - Institutions	25 novembre 2019	Lusaka
Comité intergouvernemental -Secrétariat	26 et 27 novembre 2019	Lusaka
Célébration des 25 ans du COMESA	28 novembre 2019	Lusaka
Conseil des ministres du COMESA	29 novembre 2019	Lusaka

